



Parce qu'on lutte, ils répriment : alors faisons bloc !

Entreprise française présente dans 60 pays et employant 284 000 salariés, j'ai réalisé 1,8 milliard d'euros de profits en 2025. En dépit de mes bons résultats et de la reprise de l'inflation, mes salariés ne seront augmentés cette année que de 0,5 %, tandis que 27 000 d'entre eux sont en cours de transfert à des filiales pour mieux dégrader leurs conditions de travail. Je suis... ?

... la SNCF. À ce tableau s'ajoutent 13 suicides depuis le début de l'année. Nombreux sont les cheminots à faire le parallèle avec l'hécatombe qu'a connue France Télécom. De l'aveu même de son patron, la SNCF passe en ce moment une étape critique de sa privatisation. Elle crée elle-même des filiales qui demain se feront concurrence pour faire un maximum d'argent en exploitant celles et ceux qui nous transportent.

Vive la grève !

En faisant grève en masse et tous services confondus mercredi 10 juin, les cheminotes et les cheminots ont montré qu'ils ne se laissent pas désorienter. L'union dans la grève fait la force du monde du travail.

Du reste, les travailleurs du rail ne sont pas les seuls en lutte en ce moment. Le même jour, les postières et postiers du 92 et du 78 étaient en grève contre les suppressions de tournées et donc de postes à tour de bras.

À Airbus, la prime de participation divisée par deux (2 000 euros au lieu de 4 400 euros en 2025) a provoqué un mouvement de grève sur plusieurs sites. À Decathlon, c'est le refus du patron de répercuter la hausse du Smic sur



les salaires à peine plus élevés qui a poussé plusieurs milliers de vendeurs et vendeuses à débrayer samedi 6 juin, provoquant ici et là des fermetures de magasin.

Chez Renault, le coup de colère est venu de ceux dont la direction ne se méfiait pas : les 750 ingénieurs du centre de recherche de Villiers-Saint-Frédéric. Elle pensait que la fermeture du site, annoncée fin mai, passerait sans problème. Mais la colère a explosé. Plusieurs dizaines de salariés ont débrayé, commençant à s'organiser par eux-mêmes, puisque les syndicats locaux collaborent avec le patron sous prétexte de recherche du moindre mal.



Intervention de Benoît, aiguilleur du rail, à la manifestation du 10 juin

Contre la menace croissante de la répression...

L'État et le patronat sont de plus en plus agressifs. La récente mise en examen de la dirigeante de la CGT, Sophie Binet, pour diffamation parce qu'elle a parlé de

« répression brutale » à Tefal prouve que personne n'est à l'abri. Pourtant, les directions syndicales font le dos rond au lieu d'encourager et regrouper ceux qui relèvent la tête. Elles alertent sur la progression de l'extrême droite, qui ne cache pas sa haine des militantes et militants ouvriers. Mais elles ne donnent pas les perspectives d'ensemble à même de la faire reculer : unir le monde du travail contre les patrons et le gouvernement à leur service.

...tous et toutes en manifestation !

Samedi 20 juin, à l'initiative des postiers du 92, de la fédération SUD-PTT et de Solidaires, une manifestation se tiendra à Paris pour dénoncer et combattre la répression patronale mais aussi la répression politique contre les soutiens au peuple palestinien, dont Anasse Kazib, convoqué au tribunal de Paris jeudi 25 juin.

Le 20 juin, sera une première occasion de mettre en lumière celles et ceux qui sont réprimés, et plus encore, les combats qu'ils mènent et les ont amenés à être dans le viseur de la police et de la justice.

En regroupant ces équipes militantes, ces salariés ou étudiants en lutte, ces initiatives n'ont pas pour seul objet de montrer le nombre que représentent celles et ceux qui empêchent d'exploiter en rond. Il s'agit aussi de donner confiance, de nouer ou raffermir des liens, afin de construire un front commun, au-delà de la lutte contre la répression, pour imposer nos revendications.



Une grève « très fortement réussie »

Les médias ont annoncé un trafic « très fortement perturbé » pour la journée du 10 juin. Les grévistes ont « très fortement perturbé » la logique de profit des patrons qui veulent faire rouler des machines à rentabilité plutôt que des rames pour passagers.

Anniversaire de lutte

En 2016, la direction de la SNCF et le gouvernement avaient déjà tenté d'attaquer la réglementation de travail des cheminots. Avec le « décret socle », la SNCF voulait qu'un cheminot puisse être commandé dans un rayon de 30 km de son lieu d'attache. Cette mesure a été abandonnée, grâce à la mobilisation massive des cheminots de tous les métiers, d'abord par des journées de grève isolées, puis par la grève reconductible. Aujourd'hui Castex veut supprimer des jours de repos et les 35 heures et imposer une zone d'embauche de 50 km. La grève du 10 juin est une première étape : si l'on veut gagner il faudra plus d'une journée et amplifier la mobilisation !

Leurs économies, nos morts

Près de Bordeaux, un collègue de l'équipement est mort au travail il y a deux semaines, percuté par un train alors qu'il travaillait sur les voies. Il exerçait un métier pénible, dangereux, toujours plus complexe et soumis aux sous-effectifs, aux pressions des cadences et délais, aux consignes pas toujours claires et parfois contradictoires. Il n'est jamais normal de mettre sa vie en danger au travail. Les moyens de

notre protection existent : la formation, les effectifs suffisants, les cadences moins élevées qui ne rentrent pas en contradiction avec les doubles vérifications et l'application complète des procédures de sécurité. C'est à la boîte de les appliquer.

V'là le dentiste

Malgré les études qui pointent les pratiques criminelles de la direction en matière d'amiante, ses sbires continuent de mentir comme des arracheurs de dents. Des protocoles bâclés, des mensonges éhontés et une gestion des stocks plus que chaotique. C'est nous qui travaillons et c'est nous qui prenons les risques, alors à nous aussi de contrôler, d'organiser, de décider.



Numéro 59

Révolutionnaires
un journal par et pour
les travailleurs !

SNCF, maillot jaune du coup de com'

La boîte annonce fièrement être partenaire du Tour de France. Un partenariat motivé par « l'ambition commune de relier nos territoires et rapprocher ses habitants » selon la SNCF. Et les gares rurales de moins en moins desservies, c'est pour favoriser la pratique du vélo ?

Coupe du monde : le business avant le foot

La « Coupe du monde la plus inclusive de l'histoire » accumule scandale sur scandale : l'arbitre somalien Omar Abdulkadir Artan s'est vu refuser l'entrée aux États-Unis ; les équipes du Sénégal, de l'Irak et de l'Ouzbékistan ont été traitées comme des terroristes ; l'équipe iranienne n'a même pas pu s'installer sur le territoire américain. C'est toute l'inclusion que peut nous offrir un monde qui érige des frontières, encourage la discrimination et soumet le sport aux intérêts politiques et économiques des grandes puissances. Les autorités qui célèbrent la diversité restreignent les visas et transforment chaque minute de jeu en opportunité commerciale, sous couvert « d'hydratation ». Le football, le sport le plus populaire au monde, est né bien avant les affaires qui tentent aujourd'hui de s'en emparer pour en faire une simple marchandise. Ce sont les travailleurs et les peuples qui l'ont créé et qui le font vivre, et il n'appartient qu'à eux.